



Conseil de sécurité

Distr. générale
22 mars 2017

Original : français

Lettre datée du 6 mars 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République démocratique du Congo auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre une copie du mémorandum présenté par le Président de la Commission électorale nationale indépendante de la République démocratique du Congo à la délégation d'experts de la Commission administrative et budgétaire (Cinquième Commission) lors de leur récente visite effectuée du 7 au 10 février 2017, en République démocratique du Congo.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Ignace **Gata Mavita**



**Annexe à la lettre datée du 6 mars 2017 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentants
permanent de la République démocratique du Congo
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Mémoire à l'attention de la délégation
de l'Organisation des Nations Unies en charge
du maintien de la paix et de la sécurité en visite
en République démocratique du Congo
du 7 au 10 février 2017**

Remerciements

La Commission électorale nationale indépendante de la République démocratique du Congo vous remercie de l'honneur que vous lui faites en vous rendant en son bureau provincial du Nord-Kivu en vue d'établir un échange tant sur le processus électoral en cours en République démocratique du Congo que sur notre partenariat.

États des lieux du processus électoral

La Commission électorale nationale indépendante de la République démocratique du Congo collabore avec l'Organisation des Nations Unies depuis sa création par le biais, à l'origine, de la Mission d'observation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et du Projet d'appui au cycle électoral en République démocratique du Congo du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Aujourd'hui, la même collaboration perdue au travers de la Division électorale de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) dirigée par M. Simon Pierre et, pour le Projet d'appui au cycle électoral du PNUD, par M. Alain Ayakodoun.

Si en 2005 et 2006, l'organisation des élections a été soutenue techniquement, logistiquement et financièrement à hauteur de 90 % par la communauté internationale, aujourd'hui, la situation est inverse. C'est le Gouvernement de la République démocratique du Congo qui prend en charge l'essentiel de l'organisation des élections.

**Tableaux comparatifs des interventions de l'Organisation des Nations Unies
et du Gouvernement en 2005-2006 et 2015-2017**

Tableau 1
2005-2006

<i>Partenaires</i>	<i>Interventions logistiques</i>	<i>Aide financière (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Aide technique</i>	<i>Résultat des inscriptions sur les listes électorales</i>
République démocratique	4 hélicoptères	120 000 000	Personnel de la République	

<i>Partenaires</i>	<i>Interventions logistiques</i>	<i>Aide financière (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Aide technique</i>	<i>Résultat des inscriptions sur les listes électorales</i>
du Congo			démocratique du Congo	
MONUC/Union européenne	24 hélicoptères 66 avions	470 000	132 experts	
Angola	5 hélicoptères			
République du Congo	3 hélicoptères			
République sud-africaine	8 avions	51 000 000 (deuxième tour)	27 experts	
				25 702 000 personnes inscrites sur les listes électorales

Tableau 2
2015-2017 (pour 40 millions d'électeurs attendus)

<i>Partenaires</i>	<i>Interventions logistiques</i>	<i>Aide financière (en dollars des États-Unis)</i>	<i>Aide technique</i>	<i>Observations</i>
République démocratique du Congo	– 2 hélicoptères – 2 Boeing – 2 Antonov – 97 camionnettes – 50 camions – 10 jeeps – ±1 000 motos – ±1 000 vélos – Pinasses – Pirogues – Baleinières	300 000 000	Personnel de la Commission électorale nationale indépendante	Même plan de décaissement pour 2017
Organisation des Nations Unies et communauté internationale	– 16 hélicoptères – 2 appareils Illiouchine – 2 Hercules	123 000 000 de prévus mais aucun fonds n'est octroyé à la partie opérationnelle. Le financement est plutôt octroyé à certaines organisations non gouvernementales et à des églises sans passer par le programme d'appui au processus électoral du PNUD.	72 techniciens au siège central et 8 seulement dans les provinces souvent dépourvus de moyens	Manque de carburant et de planification Beaucoup de pression sans financement correspondant

Commentaires

Comme vous pouvez le constater, comparé à 2005, l'Organisation des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale ne sont pas très opérationnelles ni du point de vue du financement, ni du point de vue technique, et encore moins au niveau logistique, alors qu'elles sont les plus exigeantes envers la Commission électorale.

Nous voudrions remercier votre équipe de s'être déplacée et avons l'honneur de vous livrer ci-dessous des informations détaillées :

a) Pour la province pilote du Nord-Ubangi, sur 20 rotations, l'Organisation des Nations Unies a organisé deux vols pleins et un vol de 3 tonnes avec un avion privé perdant ainsi sa crédibilité. La MONUSCO n'était pas prête et a loué des camions à des entreprises privées, retardant l'opération de 2 à 3 jours (Businga, Yakoma et Bosobolo). Même les avions de Service Air et les avions de la Mission ne sont intervenus qu'un peu plus tard;

b) Pour les zones d'opérations 1 et 2, la MONUSCO devait transporter fin décembre 1 900 tonnes de matériel, mais faute de moyens (carburant) et de planification (les pilotes refusant d'obéir aux ordres des responsables de la MONUSCO ou dépendant de Goma au lieu de Kinshasa), la Mission n'en avait amené au 4 janvier 2017 que 1 116 tonnes, et seule la Commission électorale avait transporté 100 % de ses assignations et plus de 600 tonnes que devaient transporter les avions de la MONUSCO (cas du Nord-Kivu). Vous pouvez demander les détails des rotations à votre bureau.

Les avions du Gouvernement de la République démocratique du Congo, avec deux hélicoptères militaires, nous ont aidés à couvrir aujourd'hui le reste de nos provinces. Le tableau ci-dessous fournit quelques illustrations :

Tableau 3

<i>Date</i>	<i>Province</i>	<i>Faits</i>	<i>Observations</i>
15 novembre 2016	Maniema (Kindu)	<ul style="list-style-type: none"> – Voyage du Vice-Président de la Commission électorale avec plus de 20 députés du Maniema, Sud-Kivu et Nord-Kivu et quelques membres de la plénière – L'avion qui devrait amener le matériel à Kindu est allé à Goma au moment où ces personnalités, y compris le Gouverneur et les députés provinciaux, se trouvaient à l'aéroport. – Après beaucoup de pression et le refus du pilote de voler, l'avion est finalement venu à 15 h 50, heure locale. 	<p>Constat</p> <p>Les personnes qui siègent dans le groupe intégré n'ont aucune autorité sur les pilotes et leur programme change selon les desiderata de Goma, du logisticien ou du pilote.</p>

<i>Date</i>	<i>Province</i>	<i>Faits</i>	<i>Observations</i>
22 décembre 2016 et janvier 2017	Nord-Kivu (Goma) et Sud-Kivu	<ul style="list-style-type: none"> – Trois réunions entre la Commission électorale et la MONUSCO se sont tenues au siège de la MONUSCO. – Réunion avec la délégation de la Commission électorale – Réunion avec le Président Corneille Nangaa, mais aucune n'a été totalement tenue par la MONUSCO au Nord-Kivu 	<p>Constat</p> <ul style="list-style-type: none"> – Le Chef de bureau de la MONUSCO ne savait pas que le logisticien qui avait passé deux mois à Goma s'y trouvait. – Contradiction entre le logisticien de l'est et celui du Nord-Kivu (manque d'harmonisation) – Retard dans le déploiement – Finalement la Commission électorale a loué des camions.
	Nord-Kivu (Beni) et Sud-Kivu (Bukavu)	Bonne collaboration entre la Commission électorale et la MONUSCO, même si beaucoup de matériel n'a pas été transporté.	La Commission électorale s'est déployée par camion à Walikale, Masisi, Rutshuru et Lubero et dans une partie du Sud-Kivu: Shabunda, Kilembwe, Mwenga et Kabare, ainsi que par hélicoptère des Forces armées de la République démocratique du Congo et par d'autres véhicules.
13 au 19 décembre 2016	Équateur, Mongala, Sud-Ubangi et Tshwapa	<ul style="list-style-type: none"> – Les avions de la MONUSCO sont restés au sol pendant 12 jours sans prévenir la Commission électorale à Gemena et Mbandaka. Ceci a engendré un retard dans le programme et le déploiement. – Ce qui est mal, c'est de mentir en disant d'une part que nous manquons du matériel pour que ces avions volent et de l'autre, de nous dire que le carburant est dans des véhicules à destination de Mbandaka (une enclave). Peut-être ces véhicules étaient-ils des véhicules amphibies. 	<ul style="list-style-type: none"> – La Commission électorale s'est prise en charge en louant des camions, des pinasses, des pirogues et des motos. – Si nos partenaires étaient coopératifs, ils nous feraient part de leurs difficultés au préalable. – Cette difficulté est triple : <ul style="list-style-type: none"> • Planification • Finances • Personnel insuffisant

<i>Date</i>	<i>Province</i>	<i>Faits</i>	<i>Observations</i>
		<ul style="list-style-type: none"> – Un appareil Antonov en provenance de Goma a finalement pris tout le matériel entreposé à Kisangani pour l’amener à Boende pour Bokungu, Ikela et une partie de Djolu où la MONUSCO est intervenue partiellement. 	
	Kolwezi	<ul style="list-style-type: none"> – Location des camions par le Président de la Commission électorale Corneille Nangaa – Location de trois camions pour un déploiement sur Nyunzu, Kongolo et Kabalo – Location d’un bateau à Mob <p>Mauvaise planification Pourquoi déployer le matériel de Pweto, Dilolo, Kapanga ou Sandoa à partir de Kamina au lieu de le faire à un prix moins élevé à partir de Kolwezi ou Lubumbashi?</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Ils nous ont caché toutes ces informations, nous les révélant sur le terrain alors que nous occupons les mêmes bureaux. – Le centre intégré que nous avons à Kinshasa n’existe pas en province. – Les agents de la Commission électorale ne se réunissent pas en province ou selon le cas avec ceux de la MONUSCO ou du PNUD.

Autres défis

Outre ces défis logistiques, financiers et techniques, se posent des défis d’ordre juridique et légal car la loi électorale doit être amendée et les juridictions compétentes pour régler les contentieux aux niveaux local, municipal (tribunaux administratifs) et provincial (cour d’appel) ne sont pas établies ni installées partout.

L’étendue du pays est un défi majeur : sa superficie est égale à celle de l’Europe occidentale (Moscou-Paris ou Lubumbashi-Johannesburg; ou encore un quart des États-Unis d’Amérique, sans route ni chemin de fer).

Au niveau sécuritaire, en dépit de la présence de la MONUSCO, des Forces armées de la République démocratique du Congo et de la Police nationale congolaise, la République démocratique du Congo est en bute aux problèmes des groupes armés suivants :

- Les Forces démocratiques de libération du Rwanda;
- Les Forces démocratiques alliées-Armée nationale de libération de l’Ouganda;
- L’Armée de résistance du Seigneur;
- Les réfugiés venus de sept des neuf pays frontaliers (tous sauf la Zambie et la Tanzanie);

- Les groupes armés internes, surtout à l’est et au centre du pays notamment :
- L’Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain Nyantura;
 - Maï Maï Mazembe;
 - Maï Maï Gédéon;
 - Maï Maï Cheka;
 - Mouvement du 23 mars (M23).

Veillez noter que le phénomène Kamuina Nsapu du Kasai a contribué à l’attaque de cinq bureaux de la Commission électorale où nous ne menons désormais plus aucune activité.

Le rôle de la MONUSCO est de contribuer à la paix et à la sécurité au côté des Forces armées de la République démocratique du Congo et de la Police nationale congolaise. Nous voudrions que ces phénomènes soient éradiqués et que les 123 millions de dollars des États-Unis nous aident à la sécurisation du processus électoral et servent à l’appui technique et logistique.

Au niveau financier

En République démocratique du Congo, aux niveaux économique et financier, se pose le problème de la chute des prix du cuivre et du pétrole. En dépit de la bonne volonté de la Commission électorale et du Gouvernement de la République démocratique du Congo, la crise mondiale et le manque d’appui de la communauté internationale ne nous faciliteront pas la tâche.

En 2005, c’est le programme d’appui au processus électoral en République démocratique du Congo du PNUD qui, par le biais de la Mission de police de l’Union européenne à Kinshasa en ce qui concerne l’Unité de police intégrée, s’occupait de la sécurisation des élections, de la paie des agents et surtout de l’aspect logistique.

Outre la délivrance d’autorisations de déplacement de personnel, un appareil Beechcraft était même mis à la disposition des responsables de la Commission électorale en 2005-2006 pour permettre le déploiement des membres de la plénière sur le vaste territoire de la République démocratique du Congo.

État des relations entre le Gouvernement, la Commission électorale, la MONUSCO et Projet d’appui au cycle électoral en République démocratique du Congo du PNUD

Malgré ces problèmes, nous avons, d’un point de vue statistique et dans un délai d’un mois et demi, inscrit plus de 12 millions d’électeurs dont 48 % de femmes (20 fois le Gabon, 6 fois la République du Congo, 15 fois la Gambie et 2 fois la Côte d’Ivoire) pour la province pilote et les 12 provinces des zones d’opérations 1 et 2.

Au cours de la deuxième quinzaine du mois de février, nous allons commencer la formation dans les zones d’opérations 3 et 4 (Tshopo, Bas Uélé, Haut Uélé, Kasai, Kasai oriental, Kasai central, Lomami et Sankuru), tandis qu’en avril, nous passerons à Kinshasa, au Kongo central et à l’ancien Bandundu, ainsi qu’à la diaspora pour terminer au 31 juillet 2017.

Recommandations

- a) Poursuivre des visites conjointes de la MONUSCO, du Projet d'appui au cycle électoral en République démocratique du Congo du PNUD et de la Commission électorale pour comprendre la situation réelle sur le terrain et rechercher des solutions d'ensemble.
- b) Mettre à disponibilité des moyens terrestres, fluviaux et lacustres comme alternative aux hélicoptères en cas de manque de carburant ou d'autres problèmes.
- c) Engager un personnel technique conséquent, car huit personnes pour les 26 provinces ne suffisent pas.
- d) Décentraliser le groupe intégré de Kinshasa pour être fonctionnel et opérationnel en provinces, en soulignant que la logistique de Goma par rapport à Kinshasa complique les opérations.
- e) Planifier les activités et financer les opérations par le biais du Projet d'appui au cycle électoral du PNUD.
- f) Planifier le mouvement des avions pour éviter des contradictions entre pilotes, la Commission électorale et les cadres de la MONUSCO.
- g) Financer les opérations par le biais de la Commission électorale et du Projet d'appui au cycle électoral du PNUD au lieu de financer les organisations non gouvernementales internationales de développement qui ne rendent de compte ni au Gouvernement de la République démocratique du Congo ni à la Commission électorale, ni au Projet d'appui au cycle électoral du PNUD. Nous avons besoin d'argent pour payer la police, les bulletins de vote, les urnes, les isolements et non pas pour les organisations non gouvernementales de développement, qui ne rendent de compte à personne et ont des programmes non concertés et non coordonnés, d'où ce chevauchement constaté sur le terrain.
- h) Impliquer la radio Okapi dans les aspects communicationnels de la Commission électorale.
- i) Éviter les retards dans le déploiement des bulletins, des kits ou des urnes le jour de vote pour que la guerre n'éclate pas à cause d'un manque de planification ou de carburant.
- j) Former les magistrats et construire les cours et les tribunaux pour le règlement des contentieux électoraux, surtout dans les nouvelles provinces.
- k) Répondre aux besoins de renforcer la sensibilisation, plus spécialement des femmes, qui représentent 48 % des électeurs inscrits sur les listes électorales.

Conclusion

Mesdames, Messieurs,

En exploitant le présent rapport, vous aurez pleinement joué le rôle dévolu à la MONUSCO dans son mandat conformément à la résolution 2277 (2016) du Conseil de sécurité.

Il faudra pleinement appuyer la Commission électorale dans son mandat pour qu'elle puisse mener à bien sa mission notamment la révision en cours du fichier électoral.

Fait à Kinshasa, le 7 février 2017

Pour le Président en mission
Norbert **Basengezi Katintima**
